

Le journal d'OPPELIA

ACTUALITÉS NATIONALES - EVENEMENTS - ACTUS DU SECTEUR - RETOUR D'EXPERIENCE
S'INFORMER, SE DÉTENDRE, SORTIR...

Éditorial

Dans un moment où tout semble vaciller --- les repères, les politiques publiques, les liens sociaux --- notre responsabilité associative est plus que jamais de tenir le cap, ensemble. Ni en érigeant des murailles, ni en se positionnant coûte que coûte dans des débats qui tournent souvent à vide, mais en restant centré sur le socle de notre engagement commun : faire avec les personnes concernées, faire avec les professionnels, faire avec les partenaires, faire avec la complexité du réel.

Ce numéro en est le reflet. Il témoigne de ce à quoi nous nous attachons : penser ensemble, expérimenter, partager, ajuster. Participer à la structuration du réseau Analyse Ton Prod, innover avec l'exemple du laboratoire et l'analyse à distance, tisser des liens entre professionnels et personnes accompagnées.

Les discours officiels sur les drogues peinent à sortir des logiques de peur ou de menace, continuant de mettre à mal nos missions et actions. C'est bien là qu'on trouve à la fois un espoir et un sentiment de légitimité à poursuivre dans notre logique : le discours est souvent faussé par des objectifs politiques qui n'ont aucun rapport avec le sujet. Paradoxalement, les usagers, les familles et les citoyens sont souvent bien plus en adéquation avec nos valeurs qu'on ne se l'autorise même à croire.

Face à cela, nous préférons continuer de construire concrètement : le développement de l'analyse de produits, la place croissante faite aux usagers-pairs, ou encore la prévention et l'aller-vers qui se réinventent sans cesse.

Dans ces temps de raréfaction des moyens et de déclinisme ambiant, l'erreur serait précisément de renoncer à l'investissement. C'est justement maintenant que l'innovation et l'inventivité qu'elle suppose, l'émulation favorisée par une intelligence collective et un sens partagé des actions menées pour, avec et par les usagers sont des conditions essentielles pour sortir de la crise, qu'elle soit économique, de confiance ou de sens.

Nous n'ignorons pas les attaques, les reculs, les campagnes culpabilisantes, mais nous privilégions la capacité à renforcer les liens, à valoriser les savoir-faire, à s'appuyer sur les intelligences multiples qui composent notre association. Plus que jamais, il nous faut ouvrir des espaces de travail et de réflexion collective, où l'on continue de produire du sens, de développer une réflexion commune, d'inventer les possibilités d'une vie en société plus apaisée, malgré tout.

Alors oui, nous continuons à faire, ensemble, avec la conscience aiguë que c'est là, peut-être, notre réponse la plus forte face à la violence des temps : tenir, ensemble, par le lien, par l'action, par la parole.

*Naira MELIAVA, Directrice générale
Jean-Pierre COUTERON, Président*

Mayotte : Face aux crises en cascade, une mobilisation collective nécessaire

Mayotte, territoire français de l'océan Indien, est depuis plusieurs années le théâtre d'une succession de crises qui, par sa nature et son intensité, bouleverse la vie de ses habitants. Ces événements, qui se sont enchaînés sans répit, mettent en lumière les fragilités d'un territoire au potentiel pourtant important. Le défi fondamental réside dans la conciliation entre une réponse d'urgence face aux crises multiples et la nécessité de construire des solutions structurelles à long terme, tout en assurant une gestion humaine et efficace que mérite ses populations. Cette tension constante entre l'urgence et le développement durable constitue la problématique centrale de Mayotte aujourd'hui.

Un territoire structurellement vulnérable

Le plus jeune département français, d'une superficie de 374 km², situé dans l'océan Indien, compte officiellement environ 321 000 habitants, pour une population estimée à près du double selon les différentes sources. Il est aussi le département le plus pauvre de France et d'Europe. Cette vulnérabilité structurelle se manifeste par des chiffres alarmants : 68% de la population vit dans des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV), et avant même la dernière catastrophe naturelle, 36 zones de bidonvilles existaient déjà, aggravant la précarité face aux aléas climatiques.

La jeunesse y est particulièrement représentée : plus de la moitié de la population a moins de 18 ans, avec environ 10 000 naissances par an. Le système éducatif, sous-dimensionné, ne parvient pas à accueillir tous les enfants, en laissant une part importante en dehors du cadre scolaire officiel. Cette situation crée un terreau fertile pour les crises sociales : une population jeune, insuffisamment formée et en manque de perspectives, évoluant dans un contexte d'habitat précaire et d'infrastructures insuffisantes. C'est sur ce socle fragilisé que viennent s'abattre les crises successives, chacune amplifiant les effets de la précédente dans un cycle difficile à rompre.

Wambushu : une opération aux résultats contrastés

L'opération Wambushu, lancée en 2023, avait pour objectif de résorber l'habitat insalubre et de lutter contre l'immigration irrégulière en évacuant et en démolissant des bidonvilles. Présentée comme une nécessité pour améliorer les conditions de vie et restaurer l'ordre, cette opération a cependant généré des situations complexes. Des familles se sont retrouvées sans solution immédiate de logement, ce qui a pu amplifier les tensions sociales et économiques. Cette situation a révélé la difficulté de concilier l'impératif d'action face à l'habitat insalubre avec la nécessité de proposer des alternatives viables pour les populations concernées. Wambushu 2 ou opération « place nette », toujours en cours, a repris les mêmes objectifs, sans pour autant que des résultats probants puissent améliorer la situation et atténuer les tensions.

La crise de l'eau : un défi majeur pour les infrastructures

Mayotte a ensuite été confrontée à une grave crise de l'eau. Des restrictions ont dû être imposées, rendant l'accès à cette ressource vitale plus difficile pour de nombreux habitants. Cette situation a mis en évidence le défi que représente l'adaptation des infrastructures face à l'évolution démographique rapide du territoire. Les conséquences au quotidien ont été significatives : des familles contraintes à des déplacements importants pour s'approvisionner en eau, des écoles temporairement fermées, et une augmentation des problèmes sanitaires liés au manque d'hygiène. La solidarité communautaire a joué un rôle essentiel pour amortir les effets de cette crise, bien que les disparités d'accès à cette ressource fondamentale aient pu créer des tensions au sein des communautés. Tensions aujourd'hui encore palpables alors que les restrictions durent depuis près de deux années.

L'épidémie de choléra : conséquence d'une situation sanitaire fragilisée

Dans ce contexte déjà tendu, l'apparition du choléra a représenté un défi sa-

nitaire supplémentaire. Cette maladie dite « des mains sales », principalement associée à des problèmes d'accès à l'eau potable et à des conditions d'hygiène dégradées, a souligné l'interconnexion des différentes crises affectant le territoire. Les établissements de santé, déjà fortement sollicités, ont dû faire face à cette urgence supplémentaire. Face à cette situation, de nombreuses initiatives locales sont nées pour soutenir les malades et contribuer à limiter la propagation de l'épidémie, témoignant de la capacité de mobilisation de la société civile. C'est aujourd'hui face à une augmentation inquiétante des cas déclarés de typhoïde et de leptospirose que l'agence de santé et la population se trouvent confrontées. Toujours pour les mêmes raisons : le manque d'eau potable.

Les barrages : expression d'une attente de solutions

Face à cette accumulation de crises, une partie de la population a exprimé ses préoccupations à travers des mouvements sociaux, notamment par des barrages routiers. Ces manifestations témoignent d'une volonté d'attirer l'attention sur les difficultés quotidiennes et d'accélérer la mise en place de solutions. Ces barrages ont temporairement perturbé l'économie locale et le quotidien des habitants, illustrant la complexité des situations où l'expression des besoins peut paradoxalement compliquer l'acheminement des solutions. Initié à l'origine, pour interpeller la puissance publique sur des camps de demandeurs d'asile installés de manière indigne en pleine ville, ces mêmes camps de réfugiés se trouvent aujourd'hui relégués dans la forêt à l'abri des regards. L'accès au guichet de la préfecture pour les demandes de régularisation du droit d'asile demeure bloqué depuis plusieurs mois. Cette paralysie engendre des troubles et des ressentiments au sein des habitants de l'île, le nombre de demandeurs d'asile augmentant mécaniquement faute d'un traitement administratif des dossiers. Comme le rappelle la CRESS de Mayotte, ces mouvements s'inscrivent dans une histoire de mobilisations sociales qui ont marqué le territoire ces dernières années : crise de la vie chère en 2011 (45 jours de mouvement social), crises sociales en 2016 et 2017,

crise sécuritaire en 2018, confinement de 78 jours en 2020, crise de l'eau depuis 2023 (274 jours de restriction), et défis liés à l'immigration en 2024.

Le cyclone Chido : une dévastation sans précédent

Début 2025, le cyclone Chido est venu ajouter une nouvelle strate à cette succession de crises. Les dégâts ont été considérables, transformant l'île en un « véritable champ de ruines ». Les infrastructures ont été décimées, les réseaux électriques rendus inopérants, les communications coupées, et l'approvisionnement en eau rendu encore plus difficile. D'après les estimations, la totalité des bidonvilles, soit environ 60% de l'habitat, a été détruite. Le cyclone a également anéanti 90% de la production agricole locale, menaçant directement la sécurité alimentaire du territoire. Alors que ce type de catastrophe naturelle ne touche habituellement qu'une zone géographique et la population la plus vulnérable, la particularité de CHIDO est que bon nombre d'habitations et des bâtiments publics et privés ont aussi été partiellement détruits, et que l'ensemble de la population a été impactée. Alimentant d'autant le sentiment d'injustice, la colère et la recherche de boucs émissaires. La POPAM, dont le périmètre d'intervention n'a pas de lien direct avec l'urgence a su s'impliquer en distribuant plus de 72 000 pastilles pour potabiliser l'eau, fournissant de kits alimentaires, d'hygiène, de matériel médical, et organisant des consultations médicales dans les centres d'hébergement. Ces actions, soutenues par des financements de la Fondation de France et de l'ARS, illustrent la recherche d'équilibre entre poursuivre des missions spécifiques et s'adapter aux besoins réels qui émergent et auxquels nous pouvons contribuer pour mailler nos actions de santé.

La mobilisation associative : création du RIAM

Face à l'ampleur des dégâts, les acteurs associatifs du territoire mahorais ont pris l'initiative de s'organiser collectivement pour apporter une réponse coordonnée. Le 22 décembre 2024, ils ont officialisé la création du Réseau Inter-associatif de Mayotte (RIAM) à travers la signature de la Charte de Cavani. Cette initiative réunit plus d'une quarantaine d'associations locales et internationales. Pour beaucoup écarté de la phase d'urgence, le RIAM s'est constitué comme un guichet opérationnel unique pour coordonner l'aide

post-urgence, recueillir les besoins des populations et servir d'interlocuteur privilégié auprès des pouvoirs publics et des financeurs. Les priorités définies par le réseau sont claires : répondre aux besoins primaires immédiats (abri, alimentation, accès à l'eau potable, soins, hygiène) et anticiper la sortie de crise à travers des actions dans les domaines de la santé, de l'éducation, des moyens de subsistance, du soutien psychologique et de l'accès aux soins et aux droits. Cette mobilisation associative, qui s'appuie sur le principe d'inconditionnalité dans les prises en charge, illustre la capacité du secteur associatif mahorais à s'organiser face à l'urgence. Le RIAM tente de coopérer étroitement avec le gouvernement, les pouvoirs publics, les entreprises et les ONG, auprès desquels il défend et exprime les besoins identifiés et les priorités d'accompagnement dans de nombreux domaines. Dirigé par un Conseil de coordination composé de quatre coordinateurs (ALEFPA, MLEZI MAORE, la CRESS et la POPAM) et d'un représentant de chaque structure membre, le RIAM représente ainsi une réponse concrète, ancrée dans les réalités locales, qui pourrait contribuer à transformer cette succession de crises en une opportunité de reconstruire Mayotte sur des bases plus solides et plus inclusives.

Les complexités de la gestion des crises en cascade

L'enchaînement de ces événements illustre les défis considérables que représentent la gestion de crises multiples et simultanées. Dans de telles circonstances, les décisions doivent être prises rapidement, parfois avec une information partielle, ce qui peut créer des décalages entre les intentions et les résultats obtenus sur le terrain. La communication entre les différents acteurs et avec la population peut également se révéler difficile dans un contexte d'urgence, ce qui peut affecter la confiance nécessaire à une gestion efficace des crises. Le point d'étape de la POPAM de février 2025 illustre certaines de ces difficultés persistantes : « Les problèmes d'eau sont loin d'être résolus et les distributions alimentaires largement insuffisantes pour la population. Selon les différentes communications publiques des principaux opérateurs en charge de la distribution et de l'aide d'urgence, si le nombre de bouteilles d'eau distribuées paraît significatif, rapporté à la période et à la population, le ratio n'est que de quelques litres par



Coordination RIAM. Aïcha BOUKIR (ALEFPA), Eric PLEIGNET (Association OPPELIA), Hugues MALENKO (MLEZI MAORE)

habitants sur les 60 derniers jours ». Le diagnostic réalisé début mars par les associations adhérentes du RIAM a quant à lui mis en évidence que plus de 152 000 personnes n'avaient eu accès à aucune aide alimentaire ou en eau depuis décembre. Mi-mars, en plein Ramadan l'eau potable reste quasi introuvable, et les prix flambent pour les rares produits qui ne restent que quelques heures sur les étals des magasins que se dispute une foule dans une cohue sans nom.

L'urgence d'une réponse solidaire et durable

Face à ces défis, il devient indispensable de penser la gestion des crises à Mayotte dans une mobilisation partagée, qui valorise les dynamiques de solidarité et favorise la coordination entre les acteurs locaux et nationaux. Il s'agit autant d'apporter des solutions immédiates, que de préparer un avenir où ces crises ne seront plus des fatalités mais des opportunités de renforcement et de résilience. La création du RIAM s'inscrit parfaitement dans cette dynamique en offrant un cadre formel à la coordination des efforts associatifs, tout en respectant l'autonomie et l'indépendance juridique de chaque organisation membre. Cette approche collaborative, enracinée dans les réalités du terrain, pourrait être un modèle pour une gestion de proximité plus efficace et plus humaine des crises. L'enjeu est désormais de transformer cette succession de crises en une opportunité de reconstruire Mayotte sur des bases plus solides et plus justes en s'appuyant sur des initiatives comme le RIAM qui incarnent la résilience et la capacité d'adaptation de la société civile et des habitants de Mayotte. Cela, à l'unique condition que ces initiatives puissent s'intégrer pleinement dans un rapport de confiance et de complémentarité avec les politiques publiques et les décideurs locaux.

Eric PLEIGNET, Directeur POPAM
Naira MELIAVA, Directrice générale
Jean-Pierre COUTERON, Président

Marches et rencontres sur le mythique GR 34 autour de la dépendance au tabac

Georges-Pierre RUEFF, éducateur spécialisé pour Oppelia 44 au CSAPA La Rose des Vents à Saint-Nazaire va relever un sacré défi à partir du 7 avril prochain. Il arpentera sur plusieurs mois le GR34 (également connu sous le nom du « sentier des douaniers ») depuis Saint-Nazaire jusqu'au Mont-Saint-Michel.

Son objectif ? Aller-vers et marcher avec les usagers.ères de tabac pour parler des enjeux de prévention, de dépendance, d'abstinence... tout en faisant émerger les savoirs expérimentiels.

Éducateur spécialisé depuis plus de 20 ans, Georges-Pierre a entrepris la démarche de diminuer puis de mettre fin à sa consommation de tabac en introduisant une heure de marche par jour dans son quotidien.

Si l'unique ambition était alors de réduire sa consommation durant « au moins une heure », les balades quotidiennes ont fait germer chez Georges-Pierre une riche idée englobant le collectif, l'aller-vers et le savoir expérimentiel

« Au fil des jours, à force de marches et d'échanges, une distance a été prise avec ma consommation tout en constatant l'émergence d'idées et « d'en-vie » telles que : « envisager d'arrêter ma consommation, marcher plus longtemps chaque jour, partager cette expérience avec d'autres et surtout aller à la rencontre de personnes pour marcher avec elles et échanger sur nos expériences »

L'ambition désormais, c'est de rallier le Mont-Saint-Michel depuis Saint-Nazaire, à pied, le long de l'illustre GR34. Georges-Pierre vous attend nombreux le long de sa route pour :

- marcher avec vous
- échanger le long d'une journée de marche ou dans vos structures et services,
- enrichir les savoirs expérimentiels de chacun.e en lien avec la consommation, la diminution et l'arrêt du tabac.

Le départ de Saint-Nazaire est fixé au 7 avril !

RBA

Rando-Breizh-Altitude

Marches et rencontres sur le GR34 autour de la dépendance au tabac

Le projet

Au fil des jours, à force de marches et d'échanges, une distance a été prise avec ma consommation de tabac. tout en constatant l'émergence d'idées et « d'en-vie » telles que : « envisager d'arrêter ma consommation...marcher plus longtemps chaque jour...partager cette expérience avec d'autres...aller à la rencontre de personnes pour marcher avec elles et échanger sur nos expériences... ».

J'ai pour intention d'effectuer la randonnée du GR34 en **rencontrant des personnes** désireuses de **partager d'expériences** sur la thématique de la **dépendance au tabac**.

Si mon projet **raisonne** pour vous, je vous propose, à partir du **7 avril**, une **rencontre** sur mon parcours avec différentes options :

- **Marcher ensemble** sur le GR34 en partageant nos expériences (modalités de rencontre à définir ensemble).
- **Se rencontrer et échanger** dans votre structure/service à partir de supports tels qu'une réunion, un groupe de parole, un repas, une interview, etc.
- **Combiner marche sur le GR34 et temps d'échanges dans votre structure/service.**



OPPELIA
Addiction Santé Solidarité

rbaltitude@gmail.com



Instagram



Soutenez-moi !



Polarsteps

Les objectifs

De **renforcer mon choix** d'arrêt de consommation de cigarettes en m'appuyant sur une activité physique : la randonnée du GR34 sur 2000km, pendant 3 mois.

De **rencontrer des personnes** (professionnels et/ou autres) afin **d'échanger** avec elles sur nos expériences quant au sujet de la consommation de tabac. Permettre par cette démarche, **d'enrichir nos savoirs expérimentiels**.

D'être plaidoyer des **valeurs** portée par l'association Oppelia dont je suis salarié.



Bon courage à Georges-Pierre que nous accompagnerons aussi sur son chemin.

Vous pouvez déjà le suivre sur Instagram et PolarStep en scannant les QR codes sur le flyer !

Josselin AUBRÉE

À Annecy, face à l'augmentation de la file active, notre équipe CAARUD s'étoffe

Le 7 février dernier, l'équipe du CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour les Usagers de Drogues) ouvrait ses portes toute la journée pour faire découvrir ses activités, services et nouveaux locaux situés au 59 avenue de Genève.

Pendant que le Ministère de l'Intérieur dévoilait en grandes pompes un spot de «culpabilisation», au CAARUD on fait tout l'inverse, on retisse du lien avec les usagers.ères.

Comme le dit si bien Virginie qui oeuvre en tant que chargée de mission : «Le CAARUD c'est pas un drive de matos. Les usagers.ères viennent tout d'abord pour retrouver du lien avant de trouver du matériel de réduction des risques». D'ailleurs, il ne faut pas associer CAARUD uniquement à l'activité de distribution de matériel.

À Annecy, notre équipe a développé :

- Un espace femmes ouvert tous les lundi après-midi
- De l'aller-vers à Annecy et ses alentours mais aussi en «festif» grâce à un camion aménagé
- Une infirmerie qui propose des soins, dépistages pour les hépatites B et C ainsi que pour le VIH, syphilis et diverses IST, tests de grossesse
- Un programme d'échanges de seringues en pharmacie...

Victoria, Eva, Virginie, Camille et Aline travaillent également à la réinsertion des personnes accompagnées via la réouverture de leurs droits, l'accompagnement pour déposer une plainte, l'envoi de substances suspectes pour analyses au dispositif SINTES, l'orientation vers divers professionnels des soins...

L'équipe du CAARUD



La file active du CAARUD (de 346 personnes en 2024) a plus que doublé en l'espace de 6 ans.

Le quotidien n'est pas de tout repos mais pour autant l'équipe regorge de nombreux projets avec les usagers.ères pour les années à venir.

Un grand merci pour votre chaleureux accueil et l'organisation de cette journée !!

J.A.

Oppelia Rivage : un repère médico-social essentiel à Sarcelles

Le 6 février, Oppelia Rivage a organisé l'inauguration de ses nouveaux locaux en plein centre de Sarcelles. Contrairement à l'ancienne implantation en zone industrielle, ce nouvel espace, accessible et discret, facilite l'accueil des



Echanges avec les partenaires

publics fragilisés tout en renforçant la présence de l'association au plus près des publics concernés.

Dès leur arrivée, les participants ont été accueillis dans un cadre soigneusement structuré, illustrant la volonté d'Oppelia Rivage de proposer un environnement favorisant une approche holistique de l'accompagnement.

La grande salle de réunion, entièrement rénovée, a accueilli une cinquantaine de participants – professionnels de santé, travailleurs sociaux, acteurs associatifs, personnes accompagnées et riverains – pour une matinée de réflexion et de partage.

Les débats organisés dans la matinée ont porté principalement sur les enjeux liés à la précarité et trouble de l'usage, mettant en avant le besoin de dispositifs adaptés et de moyens accrus. L'après-midi a été consacré à des échanges avec les équipes des différents services d'Oppelia Rivage, permettant aux participants de mieux

comprendre les dispositifs en place et les approches spécifiques adoptées par chaque pôle d'intervention.

Ces rencontres ont favorisé un dialogue enrichissant et renforcé les synergies entre les acteurs de la ville impliqués dans l'accompagnement des publics en situation de vulnérabilité. Situé désormais en centre-ville et facilement accessible en transport, Oppelia Rivage s'impose comme un repère social et médical essentiel de Sarcelles. Les trois établissements Oppelia Rivage se dotent ainsi d'un cadre plus confidentiel et fonctionnel, garantissant un accès facilité aux services tout en protégeant la confidentialité des personnes accompagnées.

Ce nouvel espace crée également des conditions de travail optimales pour les équipes, favorisant un cadre propice à la coopération et à l'efficacité des interventions.

Emile SIMON

Dépénalisation des usages de drogues et sauvegarde des centres de santé franciliens : Rencontre avec la sénatrice ANNE SOUYRIS

Mardi 4 mars, nous avons eu le plaisir d'être reçus au Sénat où, Naïra MELIAVA, directrice générale d'Oppelia, a pu s'entretenir avec la sénatrice de Paris, Anne SOUYRIS (Les Écologistes). Deux grands enjeux ont émergé autour de ces échanges : l'importance capitale du maintien des centres de santé conventionnés Secteur 1 en région parisienne ainsi que la dépénalisation des usages de drogues.



Naïra MELIAVA et Anne SOUYRIS

« L'objectif c'est le maintien »

Dans un contexte de raréfaction du nombre de médecins, face à une augmentation de la file active (et d'une file active de publics de plus en plus précaires), les centres de santé occupent une place stratégique dans l'offre de soins en région parisienne.

Ils permettent de recevoir tous les publics, d'assurer des soins de première nécessité, d'orienter vers des spécialistes au sein du même établissement, de réaliser des échographies, mammographies....

En cas de suppression de ces Centres de Santé, faute de revenus pour se tourner vers l'offre de soins privée, une grande partie de ces publics n'aurait d'autre choix que de venir emboliser des urgences d'hôpitaux déjà surchargées.

Pourtant, malgré leur caractère indispensable, beaucoup de ces centres franciliens ont fermé leurs portes ces derniers mois (Haxo et Olympiades entre autres). L'intervention d'Anne SOUYRIS nous permet justement de comprendre la structuration de ces centres ainsi que leur fragilité qui ne date pas d'aujourd'hui :

« En réalité le problème c'est que ça fait des années que les centres de santé secteur 1, c'est-à-dire soit municipaux soit associatifs mais en tout cas, ceux qui ne font pas de dépassement, sont en danger. Ils sont en danger parce que c'est un mode de tarification qui en fait bénéficie aux consultations très courtes

qui font que dans les centres de santé secteur 1, les personnes qui consultent sont les personnes qui présentent des pathologies lourdes ou alors des personnes avec des problématiques sociales importantes, en tout cas qui ont besoin de consultations plus longues. C'est donc une tarification qui ne correspond pas aux centres de santé tels qu'ils existent et qui mène à leur fermeture successive[...] J'ose espérer que notre ministre de la santé va statuer sur des financements pérennes sur cette question là. »

Aux côtés d'Anne SOUYRIS, nous portons un plaidoyer pour le maintien de ces centres de santé. Oppelia s'est d'ailleurs engagée dans la reprise du Centre de Santé Oppelia - Richerand dans le 10^{ème} arrondissement parisien en début d'année.

Un projet de loi « dépénalisation des usages » déposée par Anne SOUYRIS

En lien avec le projet de loi de dépénalisation des usages déposé au Sénat par Anne Souyris le 27 janvier dernier, nous sommes revenus sur l'intérêt d'un tel projet et sommes ravis de constater que nous pouvons bénéficier de l'écoute et de la compréhension de Madame la Sénatrice à ce sujet. Face aux récentes campagnes de stigmatisation et de repression menées par le Ministère de l'Intérieur, Mme SOUYRIS porte un avis tranché :

« La prison n'a jamais été une solution. Il faut être clair. Mettre en prison un usager de drogue c'est le conduire un peu plus rapidement à l'overdose ou à la mort par d'autres biais, ou en tout cas à la désinsertion sociale qui en général n'est pas un facteur d'arrêt de la drogue du tout. Presque tous les pays européens, commencent à aller dans la voie de la dépénalisation de l'usage de drogue. J'insiste sur l'usage puisque l'usage simple concerne les personnes qui simplement utilisent des drogues.

La solution n'est pas de mettre en prison ou de réprimer, mais de les accompagner dans leur usage pour faire en sorte de se placer du côté de la prévention.

Dans un cadre de santé publique et de dignité humaine, et dans un cadre de lutte contre le trafic, je pense que cette loi est une nécessité aujourd'hui où on a une société globalement malade, qui prend des drogues parce qu'elle en est malade. Et c'est parce qu'on va soigner cette société et ces gens qui la composent qu'on va pouvoir arriver aussi à retrouver un peu de marge de manoeuvre et combattre les mafias qui se nourrissent de la maladie de notre société.

La France est quand même le pays le plus répressif d'Europe et a le plus grand nombre de consommateurs, donc il faut se poser les bonnes questions. »

Aux côtés d'Anne SOUYRIS, nous nous plaçons nous aussi du côté de la dépénalisation de l'usage simple des drogues. Une fois sortis d'un schéma répressif extrêmement onéreux, une meilleure distribution des moyens publics permettra à terme :

- un meilleur accès aux soins pour les usagers.ères de drogues
- un désengorgement des tribunaux et prisons
- une lutte plus efficace contre le narcotraffic
- une destigmatisation des usagers.ères
- une meilleure (ré)insertion sociale des usagers.ères et publics en lien avec le trafic

J.A.

En flashant ces QRcodes, découvrez sur notre page YouTube les 2 interviews :

«Dépénalisation des usages de drogues : rencontre au Sénat»

«Centres de santé secteur 1 : Il y a urgence !»



Dossier Analyse des drogues

Faire analyser ses produits stupéfiants, c'est possible en France ?

Après une recherche de plusieurs minutes sur internet on pourrait croire que non, tant il est difficile de trouver quelque valorisation voire même mention de cette pratique de réduction des risques sur un site gouvernemental.

A peine peut-on lire un laconique signalement de la Mildeca⁽¹⁾ à ce sujet sur son site internet : « L'analyse de drogues, autorisée par la loi, permet de renseigner les pouvoirs publics et les usagers sur le contenu des produits. Accessible en CAARUD et en milieu festif, c'est aussi un moyen d'instaurer un dialogue plus général sur la RDRD. »

Pourtant, l'analyse de substances psychoactives gagne du terrain en France, en CSAPA⁽²⁾, en CAARUD⁽³⁾ et en milieu festif certes, mais aussi à distance. Venant matérialiser le désormais célèbre adage « Savoir plus, risquer moins », cette pratique, rendue légale grâce à la loi du 26 janvier 2016 portant

sur la modernisation de notre système de santé, fait malgré tout encourir certains risques aux usagers.ères sur le plan pénal tant elle se trouve dans une zone « grise » du droit.

En effet, si l'analyse de produits reste légale et encadrée, l'envoi de produits via La Poste ou le déplacement vers un laboratoire d'analyses avec son propre produit à analyser reste quant à lui prohibé.

Si l'Etat ne promeut que frugalement l'analyse de drogues, le tissu associatif s'empare quant à lui de cet outil en s'adaptant sans cesse aux pratiques et attentes des usagers.ères.

Alors, comment s'organise le réseau d'analyses ? Quels en sont les avantages pour les usagers.ères ? Comment fonctionne l'analyse à distance ? Comment se structure l'activité d'un laboratoire d'analyses ? Grâce à plusieurs témoignages clés, c'est ce que nous vous proposons de découvrir dans ce dossier spécial « Analyse Ton Prod ».



(1) Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives

(2) Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie

(3) Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues

Comment se structure l'analyse de drogues en France ? (1/4)

« Analyse ton prod' » est le réseau des associations qui proposent l'analyse de drogues à visée de réduction des risques à leurs publics. Son objectif : assurer la qualité et l'accessibilité de l'analyse de produits pour toutes et tous. Pour mieux comprendre le fonctionnement du réseau et la manière dont les différents publics peuvent s'en emparer, nous avons interrogé Sacha HERTZOG, chargé de projets à la Fédération Addiction et animateur du réseau « Analyse Ton Prod ».

INTERVIEW



Sacha
HERTZOG

Depuis combien de temps développe-t-on l'analyse de drogues en France ?

Le premier organisme ayant déployé et coordonné l'analyse de drogues à échelle nationale c'était l'ONG Médecins du Monde qui était en charge de l'analyse en France à travers un programme nommé « XBT » créé en 1999. A cette époque, Médecins du Monde avait été interpellé par des associations d'usagers.ères de drogues. Il s'avère que de nombreux usagers.ères consommant dans le cadre de raves ou de free parties avaient exprimé le besoin d'analyser leurs produits car il y avait de quoi se poser des questions d'un point de vue sanitaire. D'autant qu'à ce moment, les produits de synthèse tels que l'ecstasy ou l'amphétamine prenaient de plus en plus de place dans ces événements. La logique de Médecins du Monde à ce moment-là était la suivante : profiter de sa « force de frappe » pour porter un projet pionnier, de prime abord compliqué à mettre en place pour diverses raisons (logistiques, politiques, financières...). XBT était alors dans une zone grise du droit car l'analyse de drogues

ne bénéficiait d'aucun cadre légal et le programme s'inscrivait donc dans une véritable démarche militante.

« Cette reconnaissance légale est fondamentale et a été obtenue grâce à la mobilisation de plusieurs associations et collectifs de réduction des risques, dont Médecins du Monde, la Fédération Addiction et Aides notamment »

Et comment s'est monté Analyse Ton Prod ?

En 2019, 20 ans après avoir lancé son programme XBT, Médecins du Monde a annoncé la fin du programme, l'analyse de drogues comme outil de réduction des risques ayant été inscrite dans la loi de modernisation de notre système de santé de 2016. Cette reconnaissance légale est fondamentale et a été obtenue grâce à la mobilisation de plusieurs associations et collectifs de réduction des risques, dont Médecins du Monde, la Fédération Addiction et Aides notamment. A ce moment-là, l'ONG a cherché d'autres associations pour reprendre l'analyse, estimant que son mandat pour porter l'analyse de drogues en France n'avait plus lieu d'être. A Paris c'est un consortium Oppelia Charonne – Sidas Paroles qui a repris la gestion du laboratoire d'XBT. A Lyon c'était l'association Pause Diabolo, à Nantes Oppelia 44,

à Toulouse l'association Clémence Isaure.... Mais l'idée c'était aussi que la Fédération Addiction, qui regroupait la plupart des structures proposant l'analyse de drogues coordonne le réseau. S'en est donc suivi un travail de deux années, avec des associations volontaires, pour structurer la forme de ce nouveau réseau (valeurs, modalités de fonctionnement, etc.). C'est ainsi qu'est né Analyse Ton Prod en 2021 dont le nom a été choisi par les membres du réseau. Réseau qui d'ailleurs ne fait désormais que se développer.

Quel est ton rôle au sein de ce réseau ?

Je suis animateur de ce réseau depuis deux ans maintenant. J'organise des comités de pilotages du réseau qui représente 5 collèges (laboratoires, collecteurs, usagers, représentants du « festif », associations et collectifs d'auto-support), ça c'est la partie qui vient structurer les grandes lignes du réseau, sa stratégie. En termes d'animation, je suis également en charge des groupes de travail, il y en a une douzaine par an liés à trois ou quatre thématiques bien identifiées. L'une des tâches principales aussi, c'est la gestion de la base de données du tout nouveau site Analyse Ton Prod.fr. Cela permet notamment de faire ressortir de nombreuses données et tendances en termes de consommations, de produits, d'avoir une vue globale sur les analyses réalisées en France.

Le réseau Analyse Ton Prod est-il financé par des moyens publics ?

C'est la Direction Générale de la Santé⁽¹⁾ et la MILDECA qui financent la Fédération Addiction pour son rôle d'animation du réseau Analyse Ton Prod. La base de données du réseau (et

(1) Une des directions du Ministère de la Santé

donc le site www.analysetonprod.fr) et sa gestion ont été financés sur fonds propres. De fait, l'animation du réseau a pu voir le jour grâce aux deniers publics. Mais le lien avec l'Etat, les collectivités et agences publiques ne s'arrête pas là. Ainsi, nous sommes en lien avec de nombreuses Agences Régionales de Santé (ARS). Certaines nous sollicitent pour que nous puissions leur expliquer la démarche d'Analyse Ton Prod, d'autres nous demandent si telle association fait bien partie du réseau... Via le développement de formations, de soutiens techniques, d'une démarche globale disons, le réseau quant à lui vient renforcer l'analyse de drogues aux yeux des acteurs publics.

« Je pense que la philosophie de défense des valeurs de la réduction des risques et la logique de fonctionnement participatif soutenues par le réseau Analyse Ton Prod attirent de nombreuses associations »

Pour quelles raisons les associations et collectifs décident de rejoindre ce réseau ?

Le réseau permet de développer de nombreuses compétences. On développe des formations à l'entretien de collectes et aux rendus de résultats, l'utilisation de la base de données... Par ailleurs, je pense que la philosophie de défense des valeurs de la réduction des risques et la logique de fonctionnement participatif soutenues par le réseau Analyse Ton Prod attirent de nombreuses associations.

Et puis il y a des choses très pratiques qui ne sont pas négligeables.

Grâce à la cartographie interactive, le réseau Analyse Ton Prod permet par exemple aux associations et collectifs qui nous rejoignent d'être repérés et identifiés, ce qui est primordial pour les usagers.ères, afin de trouver un point de collecte proches de leurs lieux de vie. Par ailleurs, pour les usagers.ères, on a également édité des fiches produit, toujours dans une optique de réduction des risques.

Comment les usagers.ères peuvent faire analyser leurs substances auprès des membres du réseau ?

Localement, les membres du réseau s'associent sous formes de réseaux régionaux intégrant plusieurs points de collectes (gérés par des associations et collectifs) ainsi que des laboratoires. Sur l'ensemble du territoire, on retrouve plus de 150 points de collecte affiliés à Analyse Ton Prod. En 2024, tous ces points de collecte ont transféré plus de 6.000 échantillons à analyser. Les usagers.ères peuvent venir dans ces points de collectes (CAARUD, CSAPA, unités mobiles...) pour déposer leurs produits à faire analyser. S'il n'y a pas de machine sur place, le point de collecte envoie alors la substance au laboratoire le plus proche et affilié au réseau. Généralement, moins d'une semaine plus tard, le laboratoire est en mesure de communiquer les résultats à l'organisme en charge du point de collecte qui pourra à son tour échanger avec les usagers.ères quant à ces résultats. Par ailleurs, le réseau propose également des modalités d'analyse à distance, avec l'appui de Psychoactif, de Psychonaut' et de Safe.

N'y-a-t-il pas un danger pour les usagers.ères à se déplacer vers un point de collecte avec leur drogue à faire analyser ?

Bien sûr qu'il y en a un, le risque zéro n'existe pas. L'analyse de drogues cristallise des ambiguïtés sur la question de la réduction des risques. Celle-ci est inscrite dans la loi de santé publique. Mais on a toujours le pénal et

la fameuse Loi de 1970 qui contrebalancent. Professionnels et bénévoles sont régies et protégés par leurs missions de réduction des risques, ils doivent proposer l'analyse de drogues mais pour les usagers.ères, se déplacer pour faire analyser sa drogue est illégal. Les infrastructures existent et sont légalisées mais une partie de la démarche est illégale, c'est totalement absurde.

« L'analyse de drogues cristallise des ambiguïtés sur la question de la réduction des risques. Celle-ci est inscrite dans la loi de santé publique. Mais on a toujours le pénal et la fameuse Loi de 1970 qui contrebalancent »

Toi qui as une vue globale sur le réseau national, peux-tu nous indiquer s'il existe des spécificités locales ?

Certains territoires sont mieux dotés que d'autres c'est certain. En termes quantitatifs il y a des marqueurs très nets. Par exemple, parmi les échantillons récoltés par des membres du réseau national, plus de la moitié des échantillons proviennent d'île-de-France. Cela s'explique notamment par le fait qu'il existe un très grand nombre de points collecteurs dans cette région. Ce manque de points de collecte est dommageable pour les usagers.ères évidemment. Dans les territoires ultramarins c'est bien pire. Un premier laboratoire vient d'ouvrir à La Réunion, sinon c'est simple, il n'y a pas d'accès à l'analyse dans ces territoires.

L'analyse de drogues à distance, c'est possible ! (2/4)

En France, pour faire analyser une drogue, plusieurs solutions existent. Se rendre dans une association membre du réseau Analyse Ton Prod (voir article précédent) mais aussi, pour celles et ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas se rendre personnellement dans ces structures, il existe désormais la possibilité de réaliser l'analyse à distance. C'est sur le forum en ligne Psychoactif que ça se passe et son fondateur Pierre CHAPPARD nous en dit plus à ce sujet.

INTERVIEW

Pour commencer, est-ce que tu peux nous présenter Psychoactif ?

Alors Psychoactif c'est un forum en ligne qui permet à toutes les personnes prenant des drogues ou ayant pris des drogues, de s'informer, de communiquer, de s'entraider, d'échanger sur ses pratiques et ses expériences, de contribuer à la construction de savoirs sur les drogues et leurs usages, dans une optique de réduction des risques par le biais d'un site Internet (forum de discussions, tchat, wiki, vidéo, blog...). Il est également important de notifier que Psychoactif est une organisation d'auto-support, ce qui veut dire que l'équipe qui la gère est composée de personnes utilisatrice de drogues, et que nous nous servons de nos compétences acquises lors de cette expérience de vie pour répondre aux questions des internautes.

Et quel est le lien entre un forum comme Psychoactif et l'analyse à distance ?

Tout d'abord, il est important de rappeler que même si l'analyse de drogues via des structures physiques est enfin reconnue par les pouvoirs publics et s'inscrit dans la légalité, elle éloigne ou exclue de nombreux usagers.ères. En effet, il existe de nombreuses raisons pour lesquelles les usagers.ères ne peuvent pas ou ne veulent pas se rendre dans les structures : emploi du temps, éloignement de la structure, handicaps, vécus de stigmatisations de la part du personnel soignant, craintes de se faire arrêter avec son produit... Sur Psychoactif notre communauté est particulièrement sensibilisée à ces enjeux et nous avons voulu proposer l'analyse à distance pour ces publics. On a mis un an à monter le projet grâce au soutien du réseau Analyse Ton Prod (dont nous faisons partie), l'association SAFE qui est spécialiste de la RdR à distance ainsi que le laboratoire d'Analyse

Ton Prod Île-de-France ; et depuis mars 2023, ça y'est, c'est possible, on peut faire analyser sa drogue à distance.

Concrètement, comment ça marche ?

C'est relativement simple. Il suffit d'opérer une demande par mail à analyse@psychoactif.org en y précisant les produits à faire analyser. La structure envoie alors un mail avec la marche à suivre, et demande de remplir un questionnaire de collecte avec un numéro d'identification unique de l'analyse. Ensuite, il faut envoyer l'échantillon à Analyse Ton Prod Île-de-France, en suivant la procédure décrite par mail, notamment avec le numéro d'identification unique. Une fois les échantillons analysés par Le laboratoire ATP Ile de France, les résultats seront rendus généralement sur PsychoActif sous une semaine maximum. Au passage, les machines du laboratoire permettent de connaître la diversité de molécules dans le produit analysé ainsi que la part de ses molécules. On a le quantitatif et le qualitatif donc.

« Mais tout le procédé est anonymisé puisque que je le rappelle, les résultats ne sont pas liés à un nom mais à un numéro d'identification unique »

Les résultats des analyses sont rendus publics sur le forum Psychoactif donc ?

Alors ça dépend du choix de l'utilisateur.ère. On peut demander à ce que les résultats soient affichés sur la page des résultats d'analyse, et/ou par mail. Mais tout le procédé est anonymisé puisque que je le rappelle, les résultats ne sont pas liés à un nom mais à un numéro d'identification unique. L'intérêt de publier les résultats en ligne fait

écho à la raison d'être de Psychoactif. Il s'agit d'une démarche communautaire et l'analyse de drogues à distance s'inscrit complètement là-dedans puisque les résultats peuvent être discutés sur les forums par la communauté. L'objectif c'est de construire collectivement un savoir sur les drogues. En ce sens, Psychoactif c'est une communauté épistémique massive. Une communauté de création de savoir régie par des médiateurs et de fait c'est très précieux pour le réseau Analyse Ton Prod.

Quel est le cadre légal de l'analyse à distance ?

On est dans une zone grise du droit, mais le procédé étant anonyme, de l'envoi de la substance jusqu'à publication des résultats (qui sont d'ailleurs détruits au bout de 3 mois sur le site Psychoactif), il n'y a pas vraiment de possibilité de se faire arrêter par les forces de l'ordre. Vu le cadre légal et la prohibition, si on veut rendre service aux usagers.ères et faire progresser la réduction des risques on est obligés de prendre des largesses avec la loi.

Les usagers.ères se sont-ils déjà emparés de ce dispositif ?

Cela fait bientôt deux ans qu'on propose l'analyse à distance et le nombre d'analyses a explosé. On en recense plus de 150 par mois ce qui représente 10% des analyses européennes, on peut donc dire que oui. Les analyses proviennent de tous les territoires y compris ultramarins. Les équipes d'ATP Île-de-France arrivent quasiment à saturation au vu du nombre de produits qu'ils reçoivent. Néanmoins, on peut aussi réorienter vers d'autres labos si ATP Île-de-France est sous l'eau.

Quels sont les principales substances analysées ?

Le produit le plus analysé c'est la cocaïne, ce qui correspond d'ailleurs à

l'évolution des tendances de consommation quand on lit les rapports de l'OFDT. Sinon on retrouve également beaucoup de kétamine ainsi que de la 3MMC du fait de nombreuses arnaques en lignes liées à ce produit. Mais on a aussi de l'héroïne, de la MDMA, du speed, de la métamphétamine. Cette variété renvoie à la diversité des usages et à la demande en informations liées aux produits.

« La vision de la RdR prônée par Psychoactif ce n'est pas de placarder une liste de risques, ça c'est plutôt une vision sanitaire-centrée. Bien sûr que les usagers.ères ne respecteront pas les conseils si ceux-ci ne sont pas connectés à leurs pratiques »

Est-ce que les professionnels du laboratoire donnent des recommandations de réduction des risques ?

Les usagers.ères choisissent s'ils ont besoin de commentaires de la part de la communauté et on n'impose en aucun cas une liste de risques. La vision de la RdR prônée par Psychoactif ce n'est pas de placarder une liste de risques, ça c'est plutôt une vision sanitaire-centrée. Bien sûr que les usagers.ères ne respecteront pas les conseils si ceux-ci ne sont pas connectés à leurs pratiques. De fait, il vaut mieux que les personnes qui font analyser leurs produits posent leurs propres questions à la communauté, en lien avec leur vécu, leurs expériences et leurs pratiques.

Est-ce que l'analyse à distance participe à développer le savoir expérientiel des usagers ?

Oui, cela permet de mieux connaître les produits que l'on consomme, leurs effets, la dose à adopter en fonction des pratiques. C'est exactement comme pour quelqu'un qui boit de l'alcool, il ne boira pas du whisky et de la bière de la même façon. Sauf que pour l'alcool, le degré est indiqué sur la bouteille.

« Mais pour les usagers.ères, ce n'est pas forcément un problème que les produits soient trop dosés, tant qu'on est au courant de ce dosage. Le problème bien souvent ce sont les produits de coupes utilisés par les fabricants »

Est-ce qu'il y a des situations à risques qui sont remontées via le forum ? Des produits trop dosés par exemple ?

Une drogue peut être dangereuse en fonction de sa pureté, en la connaissant on risquera moins de faire une overdose, certes. Mais pour les usagers.ères, ce n'est pas forcément un problème que les produits soient trop dosés, tant qu'on est au courant de ce dosage. Le problème bien souvent ce sont les produits de coupes utilisés par les fabricants. En 2023, grâce à l'analyse de drogues et notamment la partie à distance, on a identifié de l'héroïne coupée au cannabinoïde de synthèse. L'information a pu être partagée aux consommateurs.rices, aux autorités de santé mais aussi remontée sur la chaîne Telegram jusqu'au revendeur principal.

Une telle démarche peut-elle participer à la déstigmatisation des usagers.ères ?

Oui, ça peut participer à la déstigmatisation dans le sens où on voit que les usagers.ères prennent soin de leur santé, qu'ils attendent les résultats avant de consommer... A ce titre, 50% des usagers qui font analyser les produits attendent les résultats avant de consommer. Même quand ils sont dans une situation de dépendance, ils s'organisent, en prenant de l'avance sur les futurs commandes par exemple ou font analyser plusieurs jours avant de se rendre en soirée. Mais l'analyse à distance combat aussi la stigmatisation parce que l'utilisateur n'a pas à rencontrer de professionnels de santé et être considéré comme une personne « déviante », « à risques ». C'est rassurant

pour les usagers.ères de savoir qu'ils ne vont pas subir une énième énonciation d'une liste de risques. Asséner une liste de risques est une violence faite aux usagers, c'est une négation de la pratique. La réduction des risques, ça fonctionne quand on parle de la pratique, y compris des bénéfices induits par la consommation.

« On sait déjà que l'analyse à distance permet de toucher des usagers.ères issus de la ruralité. Ce sont justement des publics que les institutions publiques ont du mal à sensibiliser »

Le dispositif est-il évalué ?

Tout à fait, il est évalué par un dispositif qui s'appelle Checknow. C'est une étude qui est pilotée par l'équipe SanteRcom du laboratoire SESTIM (Sciences économiques et sociales de la santé & traitement de l'information médicale) du CNRS et de l'université d'Aix-Marseille. On attend encore les résultats complets mais grâce à cette étude, on sait déjà que l'analyse à distance permet de toucher des usagers.ères issus de la ruralité. Ce sont justement des publics que les institutions publiques ont du mal à sensibiliser. En parlant de résultats, le dispositif est assez scruté à l'international car malgré sa relative facilité de mise en place, l'analyse à distance a très peu été développée à l'international. En Europe, je sais que le Pays de Galles s'en est emparé mais il faut trouver des kits dédiés en structure, ce qui freine la démarche. Si tout se passe bien, on devrait présenter les résultats de Checknow lors d'une conférence internationale sur la réduction des risques à Bogota cette année.

J.A.



PsychoActif

Analyse Ton Prod... (3/4)

Grâce à un partenariat avec Analyse Ton Prod Île de France, Oppelia Tempo propose à Valence (26) une analyse de substances permettant aux usagers.ères de connaître les risques sanitaires encourus. Nous avons interrogé à ce sujet Medhi, usager du CSAPA, et Jérémie, un des infirmiers d'Oppelia Tempo en charge d'Analyse Ton Prod. Avec eux, nous comprenons que l'analyse de substances ne s'arrête pas à la simple délivrance des résultats d'une composition de produits. En effet, elle s'inscrit durablement dans un processus de réduction des risques mais aussi d'accompagnement en addictologie.

INTERVIEW de Medhi, usager d'Oppelia TEMPO

Medhi, quel produit fais-tu tester via Analyse Ton Prod et pourquoi as-tu recours à l'analyse ?

Je fais tester de la cocaïne. Tout simplement pour savoir ce que j'achète. Grâce à l'analyse je connais la teneur en cocaïne et les produits de coupe, c'est complet, il y a tout ce que je dois savoir. Ça me permet aussi de différencier, parmi les différents produits que j'achète à plusieurs vendeurs, quels sont les plus coupés. Je peux ainsi faire remonter l'information à mon tour.

« A chaque commande sur le darknet, je veux connaître la teneur en cocaïne du produit que j'achète, je veux savoir si l'on m'a menti ou pas, avant tout pour prendre soin de soi, c'est de la réduction des risques à mon sens »

Tu en parles aux revendeurs ?

Parfois oui, via le darknet, j'ai aucun problème avec ça et eux non plus j'ai l'impression. L'analyse permet de savoir si la qualité s'est dégradée. Quand un produit est plus coupé que ce que m'avait annoncé le vendeur je lui fais savoir que son produit n'est pas celui attendu et aussi qu'il est potentiellement dangereux.

Dans quel cas fais-tu analyser tes produits ? Systématiquement ? En cas de doute sur un produit ?

Quasiment systématiquement depuis

juillet 2024. A chaque commande sur le darknet, je veux connaître la teneur en cocaïne du produit que j'achète, je veux savoir si l'on m'a menti ou pas, avant tout pour prendre soin de soi, c'est de la réduction des risques à mon sens. J'ai toujours su que la cocaïne était un produit facile à couper. Alors avant que l'analyse de produits n'e soit accessible, c'est sûr que j'ai dû acheter de la cocaïne coupée avec plein de produits super toxiques.

« Je préfère passer par le CSAPA pour l'analyse et ainsi bénéficier des conseils de Jérémie ou Gabriel suite à la remise des résultats. [...] Ensemble on ne parle pas que du produit analysé, on parle de ma consommation d'une manière globale et de la manière d'en réduire les risques »

Concrètement comment se déroule le processus ?

C'est très simple, j'amène une petite quantité de la cocaïne que j'ai acheté au CSAPA. Je la remets à l'infirmier, Jérémie ou Gabriel la plupart du temps, et il va à son tour l'envoyer au laboratoire à Paris. Moins d'une semaine plus tard ils peuvent m'indiquer les résultats et on parle tout de suite de la composition du produit analysé, ils connaissent bien tout cet aspect.

Tu as déjà été surpris par les résultats d'analyse de l'un de tes produits ?

Oui, une fois j'avais payé pour une co-

caïne pure à 65% mais en fait elle n'était pure qu'à 48% et était coupée à fond avec de la phénacétine. La plupart du temps désormais, la cocaïne est pure à 80 voire 90%.

Ce ne serait pas plus simple que tu fasses l'analyse à distance par toi-même ? (voir article page 10)

Je ne sais pas si ce serait vraiment plus simple. Ce qui est sûr c'est que je préfère passer par le CSAPA pour l'analyse et ainsi bénéficier des conseils de Jérémie ou Gabriel suite à la remise des résultats. Avec l'analyse à distance je pourrais consulter les résultats facilement en ligne et en parler sur le forum PsychoACTIF c'est sûr, mais ce n'est pas la même chose qu'avec des professionnels de la réduction des risques. Avec eux je suis en confiance, leurs conseils sont adaptés et non-jugeant parce qu'ils me connaissent et m'accompagnent bien, c'est ce que je recherche. Ensemble on ne parle pas que du produit analysé, on parle de ma consommation d'une manière globale et de la manière d'en réduire les risques.

Est-ce que ce n'est pas trop compliqué de se déplacer avec ces produits. En cas de contrôle des forces de l'ordre près du CSAPA, que se passerait-il concrètement ?

Il y a un risque c'est sûr, après ce sont des toutes petites quantités qu'on fait analyser. Heureusement que c'est légal de faire analyser d'ailleurs... Si un jour ça m'arrive de me faire arrêter avec une aussi petite quantité, je pourrais dire que c'est dans le cadre de l'analyse que j'ai cette cocaïne sur moi.

Merci pour ton témoignage Medhi !

Jérémy VISTICOT



INTERVIEW de Jérémy VISTICOT, infirmier Oppelia TEMPO

Jérémy, depuis combien de temps Oppelia Tempo propose l'analyse de drogues ?

C'est en place depuis plusieurs années. En 2024 on a développé un nouveau partenariat avec Analyse Ton Prod Île-de-France. Grâce à leur machine HPLC (Chromatographie en phase Liquide à Haute Performance, voir article page 14), on arrive à obtenir des résultats détaillant la "quali" et le " quanti", c'est à dire les différentes molécules présentes dans chaque produit ainsi que leur teneur. En 2022 nous avons eu recours à 8 analyses, en 2023, 18 et en 2024 c'était un peu plus de 40. La majorité des analyses de 2024 ont été réalisées après le mois de juillet, date à laquelle nous avons pu bénéficier de l'analyse via l'HPLC d'Analyse Ton Prod Île-de-France, ça a été une petite révolution pour nous. Enormément de demandes nous parviennent de toutes nos antennes de la Drôme désormais.

Quels sont les produits les plus analysés au CSAPA ?

Cocaïne et héroïne sont les produits qui reviennent le plus, ce qui est assez

représentatif des consommations des publics que nous recevons en CSAPA et CAARUD. Nous avons également de l'ecstasy, du cannabis, on a aussi reçu plusieurs échantillons de kétamine il y a peu. En marge d'autres produits tel que la 3MMC ou le 2-CB ont pu être analysés.

Tu as déjà remonté aux autorités sanitaires des résultats d'analyse qui te paraissent préoccupants ?

Oui, avec de l'héroïne. La personne qui l'avait achetée pensait qu'elle était pure à 4%, finalement elle était pure à 40%... Cela me paraissait assez dangereux pour en informer Sintès, chose que j'ai faite.

Auprès des usagers, peux-tu te servir de l'analyse de produits pour engager un échange sur la réduction des risques ?

Oui complètement. Certains des usagers viennent uniquement faire analyser leurs produits, pour qu'on leur livre la composition et qu'on leur indique si tel ou tel produit de coupe est toxique, ou si un produit est poten-

tiellement dangereux... Pour d'autres, l'analyse sera un premier pas pour échanger sur la réduction des risques et leurs consommations afin de devenir ensuite une invitation à revenir dans notre structure pour que l'on développe ensemble un accompagnement. En ce sens oui, l'analyse de produits peut être une accroche pour aller plus loin dans l'accompagnement en addictologie et dans les soins si les personnes le souhaitent, j'en suis convaincu.

Comment pourrait-on améliorer l'Analyse Ton Prod ?

En dépénalisant l'usage tout simplement ou en rendant légal le transport pour l'analyse. A mon sens, la plus grosse avancée qui a été faite ces dernières années, c'est l'analyse à distance non dépendante des structures. Pour certains usagers c'est un vrai plus.

J.A.

Au cœur d'un laboratoire d'analyse de drogues (4/4)

Dans le CAARUD B10 Oppelia Charonne, situé rue Beaurepaire, en plein 10^{ème} arrondissement parisien, se trouve un laboratoire pour le moins singulier. Géré par Oppelia Charonne et Sida Paroles, ce laboratoire ATP IDF reçoit des milliers de substances psychoactives à analyser tous les ans. Au charbon pour faire tourner la machine, Sevag CHENORHOKIAN et Maxime TRIGUEL nous font découvrir l'envers du décor.

4.500 produits analysés en un an !

« Bienvenue dans le plus petit laboratoire d'analyses de drogues d'Europe ! » C'est en effet dans cet espace étriqué, aux dimensions de 4,98m² exactement, que me reçoivent Sevag CHENORHOKIAN et Maxime TRIGUEL, pharmacien et toxicologue de leur état. S'il s'agit du plus petit laboratoire d'analyses de drogues du continent (honnêtement personne n'ira vérifier), ce n'en est pas le moins actif, bien au contraire. Entre ces 4 murs jouxtant l'accueil du CAARUD ce sont environ 4.500 substances qui passent entre les mains expertes de Sevag et Maxime en une année.

Pour réaliser un tel tour de force, les deux comparses se sont alliés à une machine Made in Japan, son nom : Shimadzu LC 2030 C, un Chromatographe en phase Liquide à Haute Performance (HPLC) couplé à un détecteur Ultra-Violet. Derrière cet acronyme barbare se cache une machine à haute sensibilité permettant l'identification des composés d'une substance en « quali » mais aussi en « quanti ».

Une analyse qualitative mais aussi quantitative

Grâce à ce double niveau d'analyse, on peut connaître pour chaque substance psychoactive testée les molécules qui la composent ainsi que la proportion de ces molécules. Ce qui apparaît prépondérant car, comme l'indique Sevag : « Si on disposait uniquement de l'analyse « quali » et qu'on disait à un usager qu'il y a de la cocaïne dans sa cocaïne, franchement ce ne serait pas assez complet comme analyse. On arriverait à identifier les produits de coupe bien entendu mais en termes de réduction des risques, avoir le quanti et le quali c'est primordial pour les personnes usagères. » Par ailleurs, l'appareil HPLC, en plus

d'être une machine de pointe, possède l'avantage d'être légère comme une plume. Enfin une plume de 60 kg mais une plume transportable ! Bien fixé sur du matériel de type logistique d'événementiel/concert (flightcase par exemple), l'HPLC a le droit de sortir du plus petit laboratoire d'Europe pour goûter aux plus grands festivals français. C'est ainsi qu'on peut la retrouver à la Fête de l'Huma ou encore à Solidays.

Sevag et Maxime, ils savent faire parler la machine

En plus de l'analyse, Maxime se charge quant à lui du lien avec les structures médico-sociales qui envoient les substances. Si ce travail de coordination de projets auprès des structures prend énormément de temps, une autre partie du quotidien de Maxime et Sevag est également très chronophage et pour le moins déconcertante pour toute personne profane. Ainsi, Sevag nous indique que l'une des parties les plus essentielles de son travail se concentre sur l'enregistrement de nouvelles molécules ainsi que sur le réglage hebdomadaire de la machine. En effet, pour que l'HPLC puisse fonctionner et identifier le plus de molécules possibles au sein d'une substance analysée, il faut « entraîner » celle-ci à reconnaître des nouvelles molécules. C'est un véritable travail d'apprentissage, semblable à celui reçu par un chien policier finalement. Et pour cela, Maxime et Sevag reçoivent régulièrement des échantillons de substances purs à 100% provenant de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé. A titre d'exemple, si leur machine est désormais capable de reconnaître de la kétamine, c'est parce que Maxime et Sevag lui ont préalablement fait reconnaître et enregistré les propriétés chimiques de la kétamine grâce à un échantillon pur à 100%. Leur HPLC est désormais capable de reconnaître jusqu'à près de 300 molé-

cules et ce n'est pas prêt de s'arrêter vu le niveau de créativité dont font preuve les producteurs de Nouveaux Produits de Synthèse. Le réglage de l'HPLC est lui aussi primordial, car comme toute machine de pointe qui se respecte, celle-ci a besoin d'être nettoyée, astiquée, bichonnée, recalibrée...

Mais d'où viennent toutes ces substances ?

De 100 analyses par an pour l'Île de France en 2013 (date à laquelle l'Agence Régionale de Santé propose un financement pour l'analyse) à 4.500 désormais, le laboratoire croule sous les échantillons. Ceux-ci proviennent :

- Des CAARUD et CSAPA de la Région Île-de-France et inscrits au réseau Analyse Ton Prod
- De structures partenaires hors Île-de-France telles qu'Oppelia Tempo dans la Drôme ou Oppelia Aria dans le Rhône.
- Des usagers du CAARUD B10 où est hébergé le laboratoire
- Des événements où est déployée la machine
- Dans la rue ou en espace public (aller-vers) : scène, squats, jardins...
- De l'analyse à distance. Environ 50% des substances analysées proviennent de l'analyse à distance grâce à PsychoACTIF (voir article page 10)
- Du B4 (prononcé « before »), un accueil qui permet de faire du lien avec un public festif parisien, principalement jeune et qui ne fréquentent pas habituellement le CAARUD.

Inciter « Madame et Monsieur Tout le monde » à faire analyser leurs drogues

L'un des enjeux de l'analyse de drogues est de proposer ce service à l'ensemble des personnes usagères. Si l'on sait que certains publics sont plus à risque que d'autre du fait de leurs conditions so-

ciales, de leurs revenus ou encore de leurs niveaux de connaissances, il ne faut pas oublier que le spectre social ainsi que le nombre de personnes usagères se sont particulièrement élargis depuis ces 20 dernières années. Aux origines de l'analyse de drogues à la fin des années 90, le service était destiné aux « teufeurs », aux personnes dites « marginales », souvent précaires et présents dans les festivals. Depuis, la sociologie des personnes utilisatrices évoluant, l'analyse a évoluée à son tour. On retrouve désormais des personnes usagères en milieu festif, d'autres qu'on qualifie souvent de « complètement insérées », des jeunes salariés, des cadres, des étudiants, des ruraux, des citoyens... Bref, la consommation de substances psychoactives, qu'on le veuille ou non, cela nous concerne toutes et tous.

Pour autant, pas si simple pour « Madame et Monsieur tout le monde » de faire analyser son produit. Le cadre des CSAPA et CAARUD peut parfois être intimidant et assimilé à un public trop différent de personnes dites « insérées ». Si l'analyse à distance via PsychoACTIF permet de faire sauter cette barrière pour les personnes ne souhaitant pas se rendre dans ces établissements, d'autres aimeraient tout de même recevoir les avis et conseils de professionnels de la réduction des risques. C'est dans ce cadre que s'est ouvert le B4 (prononcé Before) dans les locaux du CAARUD le jeudi à 18h, une fois le service d'accueil clôturé.

Sevag m'indique à ce sujet : « Depuis qu'on a ouvert le B4, on reçoit tout un public qu'on ne voyait jamais avant, des jeunes femmes qui viennent faire analyser de la MDMA avant un week-end festif par exemple, ou des cadres qui se pointent directement après le boulot encore en costume. Les substances ne sont pas les mêmes non plus. On a moins de cocaïne et d'héroïne, les produits historiquement « phare » de l'analyse mais davantage de cathinones, de 3MMC, de Nouveaux Produits de Synthèse... Cela peut d'ailleurs être sujet à un biais d'interprétation. En effet, une plus grande visibilité d'une drogue dans la base de données n'indique pas forcément qu'il y a plus de consommations mais plutôt que désormais on va vers ce public qui était jusqu'alors éloigné de l'analyse de produits.

Un travail d'alerte auprès des autorités sanitaires

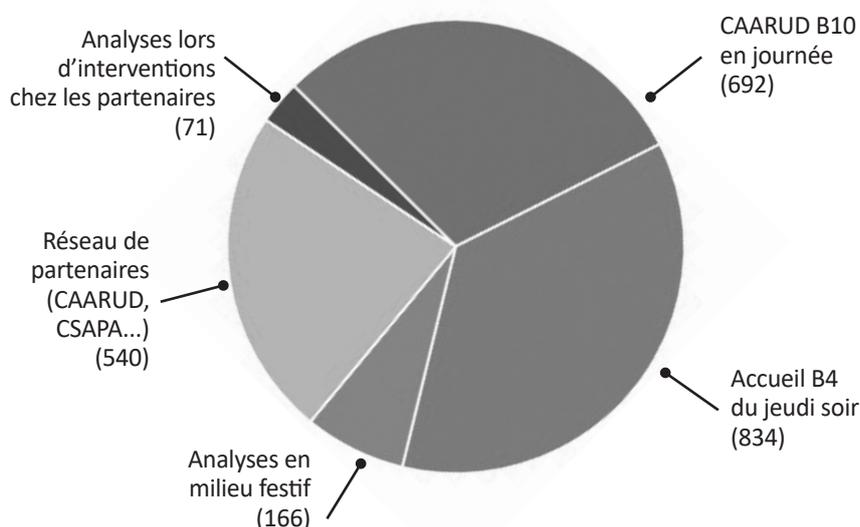
« J'ai une héroïne blanche qui est pure à 80% là ! C'est chaud... » indique Maxime à son collègue en plein milieu de la visite du laboratoire. Si ces résultats peuvent sembler hors-norme (l'héroïne blanche étant souvent dosée à 15 ou 20% de pureté), cela n'empêche pas nos analystes de rester stoïques, c'est qu'ils en ont vu d'autres des résultats déconcertants, surtout Sevag qui a commencé sa carrière dans l'analyse chez Médecins du Monde en 2010. Celui-ci m'indique alors que dès qu'une substance analysée est considérée comme inquiétante, ils alertent la structure en lien avec la demande. Quand il y a une forme de récurrence autour d'un produit considéré comme dangereux ou préoccupant par les autorités sanitaires, ils le font tout de suite analyser par le réseau SINTES (Système d'identification national des toxiques et des substances), réseau national ayant accès à toutes les analyses médico-légales et toxicologiques possibles et dont les laboratoires sont directement liés à l'application de la loi (douanes, police, gendarmerie). De fait, grâce au dispositif de Réduction des Risques qu'est Analyse Ton Prod, on peut identifier un grand nombre de substances à la composition problématique (qui échappent aux contrôles des forces de l'ordre) et éviter ainsi des surdoses en

masse. C'est d'ailleurs ce qui s'était passé en mai 2023. Le réseau Analyse Ton Prod avait alors repéré en Seine-Saint Denis une héroïne coupée au cannabinoïde de synthèse, une coupe jusqu'alors jamais vue et particulièrement toxique. L'ARS ayant été alertée et l'information relayée sur les canaux de santé publique et de santé communautaire (pensons à PsychoACTIF notamment), un grand nombre d'overdoses ont pu ainsi être évitées.

Et comment améliorer l'analyse pour les années à venir ?

Quand je pose cette question à Sevag, il me rappelle déjà toutes les améliorations qui ont vu le jour depuis les débuts de l'analyse de produits. Jamais il n'y a eu autant d'analyses de drogues en France. La mise à disposition de cet outil de réduction des risques et son utilisation de plus en plus massive par les personnes usagères nous donnent un indice quant à la pertinence de cet outil. La proportion de personnes testant avant de consommer est elle aussi de plus en plus forte, et ce, dans toutes les structures en lien avec Analyse Ton Prod. L'analyse de produits, en plus de toucher de nouveaux publics pour « la simple analyse » permet également de suivre un public qui jusque-là ne fréquentait pas les dispositifs médico-sociaux. Ils viennent pour s'informer sur d'éventuels effets

Collecte en IdF pour l'année 2024 (Total : 2.300)



indésirables de leurs produits puis, grâce à un accueil bienveillant, se sentent en confiance pour revenir et pour travailler à un suivi avec les professionnels et bénévoles du médico-social. Mais selon Sevag, il est désormais nécessaire de s'extraire du bénévolat et de la vision de militant, de sauveur qui animaient les acteurs de ce réseau il y a encore 15 ans. Désormais, il est primordial de professionnaliser le réseau et surtout de réaliser une évaluation d'impact pour s'assurer des bienfaits de la démarche : L'état de santé des gens s'améliore-t-il grâce à l'analyse ?

En plus de cette professionnalisation, la dépénalisation des usages semble quant à elle inévitable pour permettre aux personnes usagères de venir faire tester leurs produits sans craintes d'être arrêté par les forces de l'ordre et s'inscrire alors pleinement dans un dispositif de réduction des risques accessible à toutes et tous. Mais alors, on pourrait se demander si, en proposant de tels dispositifs et en dépénalisant l'usage, on n'inciterait pas à la consommation finalement ? Sevag répond à cette question en riant : « Je ne pense pas qu'on deviendra un jour une sorte de contrôle qualité des dealers. Au même titre que les vendeurs de préservatifs proposent ce produit parce que les gens font l'amour,

de notre côté, c'est parce que les gens se droguent qu'on propose l'analyse, pas l'inverse. »

Comment ça marche ?

Pour les férus de technologie, il est à noter que la machine HPLC est couplé à un détecteur UV à barrettes de diodes. Si ça ne vous parle pas forcément c'est pas grave. Le principe à retenir est que, pour fonctionner, cette machine a besoin d'un minimum de 20mg de produit à analyser, n'importe lequel, que ce soit un produit de synthèse, de l'héroïne, de la cocaïne... Une fois le produit entre les mains de Sevag et/ou Maxime, ils vont le mélanger avec un solvant liquide, l'envoyer dans une centrifugeuse pour éviter les grumeaux, puis le passer dans un bain à ultrasons.

Quelques étapes plus tard, le détecteur UV est alors capable d'identifier des substances différentes ainsi que leur proportion. Elles sont ainsi retranscrites sur un logiciel d'analyses. Chaque substance est alors représentée par une courbe, un pic chromatographique. En fonction de la taille et de la forme de cette courbe Sevag et Maxime savent de quelle molécule il s'agit, et quelle est la quantité de cette molécule présente dans la substance analysée.

J.A



Maxime TRIGUEL, Toxicologue et Sevag CHENORHOKIAN, Pharmacien

Rencontre avec Benjamin, pair-aidant en formation dont le parcours bénéficiera bientôt à d'autres personnes accompagnées

Dans le cadre du projet « Favoriser l'implication et la coopération avec les usagers », un parcours d'accompagnement au métier de pair-aidant.e a vu le jour, il s'agit de CO'OPPAIR.

Benjamin, usager-pair d'Oppelia - Passerelle 39 en a intégré la formation. Il nous raconte son parcours, comment il a eu connaissance de ce dispositif et les raisons de son engagement.

Peux-tu te présenter brièvement ?

Je m'appelle Benjamin, j'ai 50 ans, je viens du Jura. À la base, j'ai une formation de graphiste et j'ai bossé dans ce domaine, mais j'ai aussi exercé d'autres types de profession : injection plastique en usine, animation en colonie, BTP, hôtellerie et restauration ... Dernièrement, j'ai été gestionnaire d'une flotte de véhicules pour un loueur de voitures à Genève.

J'ai habité à Londres, Paris, Lyon, Genève, Montpellier, et je suis revenu dans le Jura depuis une quinzaine d'années quand ma consommation d'héroïne est devenue problématique.

Peux-tu nous parler de tes consommations ?

J'ai commencé à consommer quand j'étais jeune dans un cadre festif et expérimental, je consommais du cannabis, de l'ecstasy, du crack mais aussi de l'héroïne en descente.

Puis j'ai connu une rupture très douloureuse, je suis tombé en dépression et je me suis mis à consommer beaucoup d'héroïne. Mon comportement au travail a changé, je me cachais dans des parkings pour consommer, j'ai eu des arrêts de travail pour dépression mais au bout de 6 mois d'arrêt on m'a viré. Je me suis échoué chez ma mère dans le Jura. J'ai sombré totalement. Je fumais 2.5g d'héro par jour pendant 1 an à peu près.

Consommer de l'héro me faisait du bien, ça me soulageait, mais en même temps ça m'enfermait, je n'aimais pas être obligé de consommer, de courir après l'héro, de me planquer au boulot.

Depuis 2 ans je consomme d'autres choses, dans un but thérapeutique, spirituel et expérimental, comme des champignons, du cannabis et des psychédéliques.

As-tu été amené à consulter des professionnels du soin ? Comment as-tu vécu ces accompagnements ?

J'avais besoin d'arrêter l'héro, je le sentais. J'ai attendu d'obtenir une place avec un addictologue à l'hôpital. Quand une place s'est libérée, j'étais au fond du trou, super dépressif et défoncé. J'ai été reçu par ce médecin et là j'ai appris que je devais prendre de la substitution. Mais je n'en avais pas envie, je voulais arrêter, faire un sevrage sec. Sauf que lui ne faisait pas ça, il fallait forcément passer par la substitution. J'ai été hospitalisé une première fois pendant 1 semaine, et bien qu'était posé sur ma table de nuit le Subutex, je l'ai refusé. Je n'ai rien eu d'autre pour me soulager. J'ai très mal vécu ce sevrage sec. Je suis sorti sans suivi ni rien : je suis retourné dans mon environnement et j'ai replongé 2 semaines après. J'ai redemandé de l'aide et ai été de nouveau hospitalisé, et cette fois-ci j'ai accepté de prendre de la Méthadone.

Pendant tout ce suivi à l'hôpital je ne me sentais pas entre de bonnes mains, je sentais un manque de compréhension, j'avais l'impression d'être forcé à suivre un protocole général et établi. Moi, par mon expérience, j'avais des stratégies de gestion du manque, je savais que je pouvais revenir à un état stable assez rapidement, mais le médecin n'était pas de cet avis. Pour lui, il n'y avait que la substitution, et on n'était pas d'accord sur les dosages. J'ai donc été sous une forte dose Méthadone, anti-dépresseurs, anxiolytiques et antipsychotiques. Je suis sorti de là complètement zombifié, je dormais, j'ai pris beaucoup de poids ...

Petit à petit je me suis habitué au traitement, et j'ai rouvert les yeux. Un jour j'ai eu un électro-choc devant une photo de moi sous traitement. Deuxième électro-choc quand mon neveu de 11 ans est venu me chercher un jour où je planais chez ma mère pour qu'on aille faire du skate ensemble, ma pas-

sion depuis toujours. Ce gamin était content d'être avec moi, il était et est un petit rayon de soleil auquel je me suis raccroché, et il m'a remis dans le skate.

J'ai décidé de diminuer tous les traitements jusqu'à les arrêter. Ça a duré 10 ans, ça a été très compliqué et douloureux, à sortir des rendez-vous avec ce médecin en pleurs, en n'en voyant pas le bout. Le traitement palliait au manque mais psychologiquement c'était une prison infernale. Aujourd'hui je ne prends plus aucun de ces traitements, j'ai réussi à m'en sevrer depuis presque 2 ans.

Comment as-tu connu Oppelia - Passerelle 39 ?

J'ai connu Passerelle 39 bien avant tout ça. Quand je consommais plus jeune, j'avais des potes qui étaient un peu dans l'héro, dont un que j'ai accompagné un jour à Passerelle 39.

Sinon, j'avais un suivi psy qui se passait bien dans un Centre Médico-Psychologique (CMP), mais je ressentais le besoin d'un suivi plus adapté à mon parcours et je n'avais plus de médecin traitant pour les prescriptions de Méthadone.

Quand je suis allé voir l'équipe de Passerelle 39, j'étais sous substitution et j'avais besoin d'aide pour m'en sevrer. Là-bas j'ai eu une écoute, une tentative de compréhension, on ne m'a forcé en rien. Ils m'ont aidé à clarifier et à consolider ma demande de sevrage auprès de l'addictologue, qui au départ ne voulait pas me sevrer et que je ne voyais plus.

Comment t'es-tu impliqué dans l'asso ?

Avant mon sevrage, j'ai réalisé des missions de bénévolat qui m'ont permis d'être dans l'action et d'avoir un rôle à jouer. J'essaie d'être actif dans les groupes de paroles et à la commission des usagers.

Après mon sevrage, j'ai assisté aux jour-

nées de sensibilisation sur l'implication des usagers. C'est à ce moment-là que j'ai rencontré Nicolas CHOTTIN et Aurélie SALADIN, un groupe sur l'implication et la coopération avec les usagers a émergé, et le projet est né. Je me suis inscrit à plusieurs dispositifs, comme l'AGEA (programme d'Aide à la Gestion Expérientielle des Addictions), CO'OPPAIR, Analyse ton Prod', et le MOOC sur la RdR.

Quand entends-tu parler de la pair-aidance pour la première fois ?

Dans la salle d'attente de Passerelle 39, ils impriment plein de documentations, là-bas j'ai entendu parler de patient-expert. J'ai posé des questions à l'équipe et ils m'ont expliqué.

Comment se passe cette formation concrètement ? Qu'est-ce qui y est abordé ? Qu'en tires-tu ?

Le parcours CO'OPPAIR est composé d'environ 100 heures de formation en présentiel à Paris mais aussi à distance, sans compter les heures de stage. On a un suivi et un accompagnement permanent avec Aurélie et Nicolas.

On était une douzaine de toute la France à être formée aux profils et aux parcours différents, avec pour point commun l'expérience de consommation. C'est l'occasion de tisser notre réseau et d'échanger nos idées.

On a travaillé sur notre conception de la pair-aidance, on a découvert des outils de travail, thérapeutiques et d'accompagnement, on a retracé un peu l'histoire de la pair-aidance, du soin, de l'addictologie. On a fait des ateliers et des travaux en sous-groupes, il y avait des intervenants pair-aidants ou MSP.

C'est un enseignement qui est très enrichissant. Grâce à cette formation j'ai appris à structurer et à organiser mon histoire, j'ai appris à piocher dans mon vécu ce qui pourrait aider et résonner chez la personne que j'aurais en face de moi, j'ai appris à transformer cette période sombre de ma vie en quelque chose de positif.

Il y a des stages à effectuer pour valider cet accompagnement, en as-tu déjà réalisé ? Dans quelle structure ?

Je n'ai pas encore effectué mon stage, même si je considère que la relation que j'ai avec Passerelle 39 est un peu stage permanent. J'ai participé à des ateliers comme le café de la pair-aidance, présenté une introduction aux thérapies psychédéliques...

Sinon je débute mon stage officiel très

prochainement dans le Centre Thérapeutique Résidentiel (CTR) d'Oppelia Thylac en Haute-Savoie. Le séjour des résidents durant 3 mois, j'y serai lors des 3 premières semaines en début de séjour, et les 2 semaines de fin. J'ai hâte de commencer !

Quel est le statut de la pair-aidance vis-à-vis de France Travail ? Es-tu rémunéré ?

Je ne sais pas trop quelle représentation s'en fait France Travail, sachant que même dans le milieu du soin c'est divisé.

Pour le moment je ne suis pas rémunéré, mais je suis nourri et logé pour mon stage. J'espère pouvoir en vivre un jour, mais pour l'instant je ne me sens pas légitime de demander de l'argent pour ça, j'ai des petites interactions avec des usagers mais je n'ai pas forcément une véritable expérience à valoriser pour l'instant.

Considères-tu que la pair-aidance t'aide dans ton processus de rétablissement ?

La pair-aidance m'aide à fond, je pense même que pour le moment ça m'a plus aidé moi que je n'ai aidé ou accompagné les autres en fait. Ça me permet de retrouver une estime de moi, de valoriser mon savoir expérientiel, ça me met en mouvement et me permet de me projeter. C'est thérapeutique pour moi.

Comment vois-tu l'avenir de ton statut de pair-aidant ?

Tout ça pour moi c'est un premier pas vers la professionnalisation. Je ne sais pas encore quel statut profession-

nel j'aimerais obtenir. Idéalement je me vois dans différentes structures, en mobile pour voir différentes personnes, différentes manières de travailler, apprendre de tout ce que je verrai. Je me vois pair-aidant et intervenant pour sensibiliser les équipes à la pair-aidance, aux thérapies psychédéliques, et sur plein d'autres sujets pour lesquels j'ai un intérêt.

J'ai été dans une maison de repos à un moment, et j'aimerais aller aussi dans ce genre de structure, comme dans les espaces de consommation à moindre risque, ça pourrait être intéressant.

J'aimerais être complet et diversifié. Tout ça me stimule beaucoup et me donne envie.

Et comment vois-tu l'avenir de la pair-aidance de manière générale ?

Je me questionne beaucoup, j'ai été reçu par des professionnels qui manquaient de compréhension donc pour moi il y a un besoin de pair-aidance c'est sûr, je suis persuadé que ça peut apporter beaucoup aux personnes suivies et qui demandent de l'aide.

Je nourris l'espoir de m'inscrire dans ce secteur qui va se développer j'en suis sûr car il y a un réel besoin.

À mon sens, la pair-aidance est bien plus qu'un statut, c'est presque une philosophie, et il faudrait sûrement qu'elle se diffuse, en santé mentale aussi par exemple.

Un petit mot pour la fin ?

Je voudrais simplement exprimer ma reconnaissance à la Passerelle 39. L'équipe a été et est géniale, ils m'ont été d'une aide énorme.

Marine GRILLET



Accompagnement avec Nicolas CHOTTIN et Aurélie SALADIN



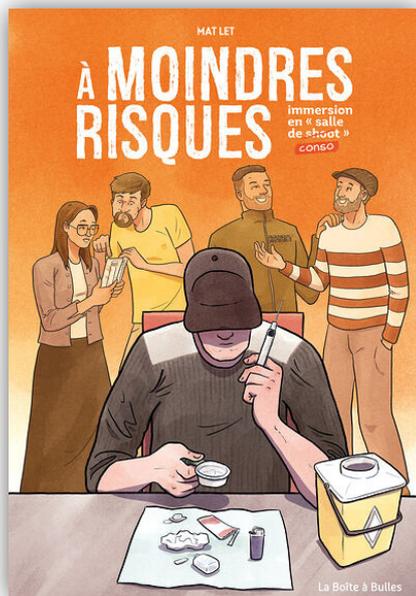
Roman « CLEAN »

Auteur : Johann Zarca

Editeur : Goutte D'or Eds - Date de parution : 10/01/2025

“Je suis dépendant.” Cette phrase, Johann Zarca la prononce tous les jours depuis cinq ans. Le 30 août 2019, il a fait le choix d’une vie abstinent de prise de produits – drogues, alcool... – pouvant modifier son état de conscience. Désormais, il participe chaque jour à des groupes de paroles composés de consommateurs de drogues et d’anciens toxicomanes ; il intervient dans des hôpitaux et des prisons. Cette nouvelle vie lui a inspiré son onzième roman : Clean. Une plongée dans une lutte, parfois à mort, que livrent de nombreuses personnes avec leurs addictions.

Le roman met en scène des personnages qui ont un point commun : ce sont d’anciens « toxicomanes ». Sonia sort de désintox’ et essaye d’échapper à son ex, un dealer à qui elle a dérobé du fric. Sébastien, amoureux d’elle, part à sa recherche dans les rues de Paris. Redouane, ancien du grand banditisme et videur de boîte de nuit, se bat contre ses démons : son addiction à l’argent et à la violence. Lucy, ex-héroïnmane devenue thérapeute, cherche son fils disparu dans les quartiers chauds de la capitale. Ils s’entraident à rester abstinents. La solidité de ce groupe chancelle quand Sonia retombe entre les griffes de son ex.

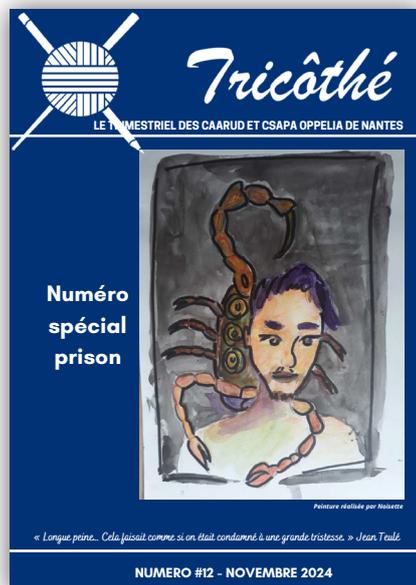


BD « A moindres risques »

Auteur : Mat LET ; Coloriste : Fachri MAULANA

Editeur : Boite A Bulles - Date de parution : 28/08/2024

Entre 2021 et 2022, Mat Let a fréquenté la salle de consommation à moindre risque (plus connue sous le nom de « salle de shoot ») de Paris Lariboisière. Non comme usager mais pour appréhender au mieux la réalité des faits. Après une année d’immersion, il raconte un lieu à des années lumières de l’image sulfureuse parfois dépeinte dans les médias.



Trimestriel « Le Tricôthé » n°12

Auteur : les Tricôtheurs

Editeur : Comité de rédaction du Tricôthé - Date de parution : Novembre 2024

Journal trimestriel gratuit, professionnels, usagers et bénévoles participent à son écriture. Il est un outil de communication interne et externe, mais aussi un lien entre tous les participants et partenaires de ces établissements.

Actualité institutionnelle de l’asso, recherches en addicto, articles sur les différentes missions effectuées ... Le journal est surtout composé de témoignages, récit ou interview, d’usagers comme de professionnels et de bénévoles, ainsi que de beaucoup de productions artistiques telles que des peintures et des poèmes.

Ce journal est un lieu d’expression libre et respectueux. Le dernier en date est le n°12 sorti en novembre 2024, qui exceptionnellement avait un thème, celui de l’univers carcéral.

Flahez ce QRCode pour télécharger ce numéro





Podcast « Drogues, une histoire sous influence »

Producteur et présentateur : Xavier MAUDUIT
Radio France Culture - Emission « le Cours de l'Histoire »

On y parle de l'usage des drogues à l'Antiquité, de leur appropriation par différents courants artistiques, de l'évolution de la morale, du développement de son commerce mais aussi de la guerre à la drogue et des dernières avancées de la Recherche à ce sujet. C'est un incroyable voyage dans le temps que nous propose Le Cours de l'Histoire pour mieux comprendre comment « l'objet drogue » a façonné (et façonne toujours) nos sociétés.

LISTE DES ÉPISODES :

- 1/4 «Hallucinante Antiquité : Quand la Pythie vient en planant»
- 2/4 «Guerres de l'Opium : pavot, pas pris»
- 3/4 «Des Haschischins aux surréalistes, les artistes sous emprise»
- 4/4 «La guerre à la drogue, du médicament au poison»

Flahez ce
QRCode pour
retrouver les
4 épisodes



Podcast « Enquête: Comment le lobby de l'alcool influence les pouvoirs publics »

Présentateur : Benoît COLLOMBAT - Emission « Secrets d'info »
Enquête de Géraldine HALLOT - Cellule investigation de Radio France
 Empêcher toute nouvelle taxe, orienter les messages de prévention, limiter le Dry January... Le lobby de l'alcool tente de peser sur les politiques publiques. Il peut compter sur de nombreux relais au Parlement et au gouvernement.

Flahez ce
QRCode pour
retrouver ce
podcast



Vidéo Arte «PsychoMoi, dépendant.e»

Ennui, solitude, angoisse, tristesse, tentative d'oubli de traumas ou quête de sensations fortes, l'addiction puise à de multiples sources. Ses victimes évoquent la domination, la honte et les stratégies de dissimulation. Mais si la dépendance est aujourd'hui abordée comme

une question de société, et non plus comme un «manque de volonté», les voies thérapeutiques relèvent toujours du parcours du combattant.

Au réveil, Hagen, réalisateur, n'avait qu'une obsession : se procurer de la cocaïne. Ce jeune père culpabilise d'avoir «détruit tant de choses chez les autres». Elle-même fille d'alcoolique, Jo raconte le déni dans lequel elle s'est enfermée et la spirale infernale qui l'a emportée : «Plus je buvais, plus je m'isolais.» Mais elle a décidé d'affronter les émotions qu'elle fuyait. Accro aux jeux d'argent, Timo, lui, sait qu'il ne sera jamais sevré : «J'ai touché le fond quand j'ai dû avouer à mon fils que je lui avais piqué son fric.» Ennui, solitude, angoisse, tristesse, tentative d'oubli de traumas ou quête de sensations fortes, l'addiction puise à de multiples sources. Ses victimes évoquent la domination, la honte et les stratégies de dissimulation. Mais si la dépendance est aujourd'hui abordée comme une question de société, et non plus comme un simple «manque de volonté», les voies thérapeutiques, pour ceux qui en souffrent, relèvent toujours du parcours du combattant.

Flahez ce
QRCode pour
retrouver
cette vidéo

